LA CRISE PERMANENTE

L'OLIGARCHIE FINANCIÈRE ET L'ÉCHEC DE LA DÉMOCRATIE

MARC CHESNEY

LE SCANDALE
DE LA FINANCE CASINO

LES PISTES POUR EN SORTIR

Table des matières

Avant-propos 9
Introduction – Le naufrage de la civilisation au nom de son salut 13

1 Hier et aujourd'hui 15
Le trader, mercenaire du 21e siècle 16
Une guerre sans frontières 19
Comment nous en sommes arrivés là 23
La manipulation et le contrôle de l'opinion publique 24
Le pouvoir et les lobbies de l'oligarchie financière 26

2 Satisfaire les marchés financiers est vain 29
Effets dévastateurs de la crise 30
Le rôle trouble des banques centrales 33
Le leurre de l'union bancaire 38
Les plans d'austérité 40
La dictature des marchés financiers 40
La Grèce mise sous tutelle 42
De qui se moque-t-on ? 47
Briser le tabou de la taille excessive et de la complexité des marchés financiers 48

3 Libéralisme : la sphère financière est croyante mais non pratiquante 55
De la première à la seconde globalisation 56
Qu'est-ce que le libéralisme ? 59
Une oligarchie financière drapée dans les habits du libéralisme 61
Un niveau d'endettement colossal 68

4 Les caractéristiques de la finance casino 73
La bourse à la vitesse de la lumière et le poker menteur 73
Les transactions de gré à gré 77
Les paris de la finance casino 78
Les produits structurés trompeurs 81
Le secteur bancaire ne joue plus son rôle 84
Le leurre des stress tests 88
Les agences de notation et le conflit d'intérêt 94
Les manipulations des taux d'intérêt 96
Les manipulations des cours de devises 100

5 La naissance de l'homo-financiarius et l'asservissement des élites 103
L'asservissement des élites 108
La fausse monnaie intellectuelle 110
Politique et corruption 114

6 De quelques remèdes et solutions 117
Mesures pour réanimer la démocratie 123
Mesures concernant la sphère financière 125

Remerciements 141
Notes 143

Editions **quanto**

Quanto est un nouveau label dédié à la publication d'ouvrages de type « **pop science** », il s'adresse à tout lecteur désireux d'en savoir plus sur le monde qui l'entoure. Narratifs et attrayants, les ouvrages quanto se lisent comme des romans, mais restent sans concession quant à la qualité de leur contenu scientifique.

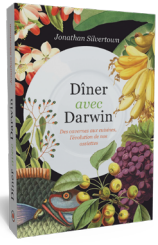
Nos dernières publications

Ce que la science sait du monde de demain
Notre vie en 2050
Sous la direction de
Jim Al-Khalili

+ infos

The Four - Le règne des Quatre
La face cachée d'Amazon, Apple, Facebook et Google
Scott Galloway

+ infos

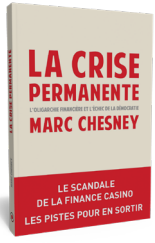


Dîner avec Darwin
Des cavernes aux cuisines, l'évolution de nos assiettes
Jonathan Silvertown

+ infos

L'heure tourne !
Comment le monde est devenu obsédé par le temps
Simon Garfield

+ infos



La crise permanente
L'oligarchie financière et l'échec de la démocratie
Marc Chesney

+ infos

Rendez-vous sur
www.editionsquanto.com

quanto
dépasse la fiction

Avant-propos

Le titre de ce livre peut surprendre. Évoquer une « crise permanente » à l'heure où les médias font état d'une reprise de la croissance semble paradoxal. Selon les commentateurs autorisés, les « fondamentaux » économiques seraient bons, voire excellents. Pour preuve, les cours boursiers, qui n'ont eu de cesse d'augmenter ces dernières années. Le mini krach de février 2018 est d'ailleurs déjà oublié, lui qui n'a désormais plus valeur que de « simple correction ».

Étonnamment, aucun média n'a jusqu'à présent fait état du caractère artificiel de cette croissance, qui repose principalement sur une explosion du montant de la dette mondiale. Ni de la déconnexion toujours plus importante entre la croissance et les performances des entreprises et de l'économie. Pas plus d'ailleurs des injections permanentes par les banques centrales de montants gigantesques dans le secteur financier afin de maintenir le fleuron bancaire à flot, ou des nombreux avantages dont celui-ci bénéficie, souvent aux frais des citoyens.

L'amélioration des statistiques de l'emploi constitue un autre de ces « fondamentaux » encourageants aux yeux des éditorialistes. Que de nombreux chômeurs soient rayés des statistiques, transformés en travailleurs pauvres ou en retraités démunis semble anecdotique.

Tout comme l'augmentation de la précarisation du travail et du sous-emploi, alors que le développement des nouvelles technologies et de la digitalisation de l'économie aurait dû produire davantage de temps libre pour chacun. Quant au ruissellement, souvent mis en avant par les médias français, il ne semble plus obéir aux lois de la pesanteur, puisqu'opérant du bas vers le haut, il permet à ceux qui possèdent des fortunes déjà considérables d'en accumuler plus encore.

Le malade, en l'occurrence la société, est mal en point, mais l'opération serait en passe de réussir, nous laisse-t-on entendre. C'est en effet sur ce tour de passe-passe présenté comme une thérapie économique performante que reposent ces « fondamentaux » si positifs.

La réalité est bien différente et c'est à un état des lieux objectif que s'attache ce livre. Il décrit la financiarisation de l'économie et de la société aujourd'hui à l'œuvre, le rôle des grandes banques et des fonds spéculatifs dans ce processus et l'état d'esprit des croupiers de la finance et des mercenaires de la guerre financière, dont les pratiques nous touchent toutes et tous au quotidien, dans le monde entier.

Enfin, comment comprendre la situation actuelle, anticiper et forger l'avenir de notre société sans au préalable en analyser l'histoire et celle des guerres et des crises qui l'ont précédée ? Un siècle s'est écoulé depuis le sacrifice de la jeunesse européenne dans les charniers de la Grande Guerre. Avant l'été 1914, l'éclatement d'une guerre semblait une menace abstraite, tout au plus une éventualité ; on sait ce qu'il en est advenu.

En tissant les parallèles entre la société de 1914 et la nôtre, ce livre expose les faits et analyse les origines de la crise.

Prendre conscience de l'état de la situation et de la nature du problème permet également d'élaborer des solutions. Celles-ci existent et ce livre les identifie, de façon impartiale et dénuée de toute accointance politique. Ces réponses ne reposent ni sur une dérégulation et une déification des marchés, ni sur la toute puissance d'un État auquel incomberait le contrôle de l'économie autant que celui des individus, mais uniquement sur des citoyens pleinement informés et en charge de leur destin.

Introduction

Le naufrage de la civilisation au nom de son salut

Au soir du samedi 1er août 1914, les familles françaises et allemandes se préparent au déchirement de la séparation. Les ordres de mobilisation générale ont été affichés, et dans les villes et les villages, les cloches des églises retentissent longuement. Elles portent la nouvelle tant redoutée de l'entrée en guerre, se faisant déjà l'écho des peurs et des souffrances à venir. Le lendemain, la gare de l'Est est bondée de militaires, accompagnés de leurs familles. Il en est de même à la gare Anhalter, à Berlin. Au nom du salut de la civilisation, s'affairent ici et là les acteurs et les victimes à venir de son naufrage.

Vendredi 1er août 2017, les familles françaises et allemandes se préparent aux vacances. Aux premières heures du lendemain, les touristes en partance s'affairent, prêts à embarquer en TGV ou en ICE depuis la gare de Lyon ou la gare centrale de Berlin, tandis que l'autoroute du Soleil s'encombre déjà de ses habituels embouteillages. C'est désormais vers le sud et ses

plages que l'on se déplace, plutôt que vers le front, un siècle auparavant. Plus question de salut national, mais de pause salutaire, sur fond d'instabilité financière prolongée. Les charniers de la Première Guerre mondiale se sont estompés des mémoires, le monumental tableau de la gare de l'Est peinant désormais à en rappeler les échos. Le travail de sape du temps est à l'œuvre. 1914 est devenue un vague souvenir d'école, une date dont on ne perçoit plus guère l'actualité, ni l'empreinte pourtant profonde que ses conséquences exercent aujourd'hui encore sur nos vies.

1 Hier et aujourd'hui

Un siècle s'est écoulé depuis le sacrifice de la jeunesse européenne dans les charniers de la Grande Guerre. Cent ans. Tout juste quelques générations. Avec ses universités, ses théâtres, sa littérature, son parlement, ses grandes entreprises ou ses banques, notre société a conservé nombre de ses attributs d'antan, ceux d'un Occident fier de ses réalisations économiques, sociales, scientifiques et démocratiques.

Si Internet n'était bien entendu pas même alors une idée, radio et médias diffusaient déjà l'information à grande échelle. Les vols commerciaux n'existaient pas, mais les trains et les voitures réduisaient considérablement les distances, accélérant d'autant les déplacements et les transactions. C'est pourtant au cœur de cette Europe instruite et civilisée que la France et l'Allemagne, à l'apogée de leur rayonnement, vont se livrer une guerre d'une ampleur sans précédent. L'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo en juin 1914 embrase le continent et le précipite dans l'engrenage de la destruction, du sacrifice et de la ruine matérielle et morale. La manipulation massive des foules réveille la barbarie, au nom de la sauvegarde démocratique ou du salut national. « Jamais l'humanité n'a connu un pareil envoûtement, un pareil aveuglement de l'intelligence ! »[1]

écrit Martin du Gard. Un naufrage dont témoigne également un soldat allemand dans *À l'Ouest rien de nouveau* : « Nous sommes consumés par les faits, nous savons distinguer les nuances, comme des marchands, et reconnaître les nécessités, comme des bouchers. [...] Nous sommes d'une indifférence terrible. [...] Nous sommes grossiers, tristes et superficiels : je crois que nous sommes perdus. »[2]

Perdus, les soldats des tranchées l'étaient assurément. Mais l'indifférence, la grossièreté, la tristesse et la superficialité des mercenaires de la finance ne sont-elles pas aujourd'hui l'exact miroir de celles des jeunesses consumées par les combats d'autrefois ? Le front a changé de nature, mais il n'est pour autant pas si dissemblable.

Le trader, mercenaire du 21e siècle

Le 23 mars 2012, deux traders de la banque JP Morgan, à Londres, dialoguent par SMS :

– salut
– salut
– c la mort
– david de CS appelle au sujet des *skew trades* (...)
– je te dis, ils vont nous défoncer (...), c soir tu as au moins 600 m

De quoi est-il question dans cet échange trivial et angoissé ? Non de millions de morts, comme dans les tranchées de l'Est, mais de millions de dollars. 600, très exactement, rayés des actifs en quelques secondes.

Une perte record, dont on apprendra bientôt qu'elle avoisine en réalité les 6 milliards. Les *skew trades* sont des paris financiers à base de produits dérivés complexes. Leur consonance n'est pas dénuée de sens : ce sont bien des armes de destruction massive. Ce jour de mars 2012, dans la salle de trading, Bruno Iksil – surnommé la « baleine de Londres » en raison de la démesure de ses paris financiers – et son assistant Julien Grout comprennent qu'ils sont en train de perdre. Et beaucoup. En 2011, Iksil avait parié avec succès sur la faillite de plusieurs entreprises américaines et généré ainsi des gains de près de 400 millions de dollars pour JP Morgan. Mais cette fois, rien n'a fonctionné comme prévu et l'échec est total.

Cet état d'esprit et ces agissements ne sont pas une exception. Ils sont même largement répandus dans le milieu des banques d'investissements. Fabrice Tourre en est un autre exemple. Les emails de ce centralien recruté à 22 ans par Goldman Sachs ont été utilisés par la *Securities and Exchange Commission (SEC)* dans le cadre de l'enquête suspectant l'établissement bancaire de s'être enrichi en incitant ses clients à acquérir des titres de créance adossés à des crédits hypothécaires douteux, alors que dans le même temps, Goldman Sachs misait à l'insu de ses clients sur la chute de ces titres. Dans l'un de ses messages, Fabrice Tourre écrit :

> De plus en plus d'effet de levier dans le système. L'édifice tout entier peut s'effondrer à chaque instant. [...] Quand je pense que c'est un peu moi qui ai participé à la création de ce produit [...], le

> genre de truc que tu inventes en te disant : et si on créait un machin qui ne sert absolument à rien, qui est complètement conceptuel et hautement théorique et que personne ne sait *pricer* [évaluer], ça fait mal au cœur de voir que ça implose en vol. C'est un peu comme Frankenstein qui se retourne contre son inventeur[3].

Jérôme Kerviel aurait, de la même façon, fait perdre 4,9 milliards d'euros à la Société Générale en 2007 ; il a depuis été condamné par la justice, alors que curieusement son employeur a été épargné. Kerviel écrit :

> Dans une salle de marchés, le *modus operandi* idéal tient en une phrase : savoir prendre le maximum de risques pour faire gagner à la banque le maximum d'argent. Au nom d'une telle règle, les principes les plus élémentaires de prudence ne pèsent pas lourd. Au sein de la grande orgie bancaire, les traders ont donc juste droit à la même considération que n'importe quelle prostituée de base : la reconnaissance rapide si la recette du jour a été bonne[4].

Sam Folk, un ex-trader pour un fonds spéculatif, révèle quant à lui une autre spécificité de la salle de marché : l'argent comme drogue dure. Il écrit :

> Durant ma dernière année à Wall-Street, mon bonus était de 3,6 millions de dollars et j'étais furieux car ce n'était pas assez. J'avais 30 ans, pas

> d'enfants, pas de dettes à rembourser, pas d'objectifs philanthropiques à l'esprit. Je voulais plus d'argent pour exactement le même motif qu'un alcoolique a besoin d'un autre verre. J'étais intoxiqué. (...) Non seulement je n'aidais pas à trouver des solutions aux problèmes du monde, mais j'en profitais[5].

Ces quelques exemples témoignent de la vénalité, de la vacuité morale et de l'absence de valeurs au sein de la sphère financière. Le cynisme brut de jeunes gens désabusés et obsédés par l'argent, fraîchement diplômés des meilleures écoles, est non seulement toléré, mais plus encore, encouragé. Ces institutions, toujours promptes à s'enorgueillir de former l'élite de notre société, n'accordent au fond que peu d'intérêt à l'utilité sociale et à l'intégrité morale de leurs jeunes diplômés. Le recrutement à grande échelle de traders sans états d'âme participe activement de la guerre financière actuelle, où les paris financiers sont devenus des armes[6] capables d'ébranler pays et entreprises.

Une guerre sans frontières

La jeunesse européenne ne meurt plus en masse dans les tranchées ; ceux qui disparaissent prématurément le doivent plutôt aux accidents de la route ou aux suicides[7]. Dépression[8], alcoolisme[9] ou surpoids sont devenus les conséquences directes de leur détresse, de leur peur de l'avenir, de la crainte du chômage ou du sentiment permanent d'insécurité économique. Une génération

gavée de contenus médiatiques masquant l'essentiel sous le futile, et n'abordant au mieux l'essentiel que de manière futile. Sans clé de compréhension solide pour en saisir les dimensions et les enjeux, l'avenir apparait sombre et inquiétant. Un sous-emploi massif[10] s'est durablement installé, caractérisé par une précarisation croissante et une marginalisation galopante. Être exclu du monde du travail, c'est l'impossibilité de bâtir sa vie et l'absence de tout horizon. La « bataille pour l'emploi » pourrait-elle être une nouvelle « bataille de la Marne » à un siècle d'intervalle ? Probablement pas. Celle de l'emploi s'annonce autrement plus incertaine, la « reprise de la croissance » n'étant en mesure ni de stabiliser l'économie ni de générer massivement les postes de travail durables nécessaires.

La crise financière a généré près de 30 millions de chômeurs supplémentaires dans le monde[11], chiffre au minima, puisqu'excluant tous les invisibles des statistiques officielles. Une tendance renforcée dans un contexte de croissance limitée, où l'augmentation de la productivité tend à produire davantage de chômage que de temps libre.

La crise présente désormais un caractère permanent, et les mesures prises pour y remédier n'ont eu pour effet que de l'alimenter et de la prolonger plus encore. Elle puise ses racines dans la guerre financière aujourd'hui à l'œuvre dans le monde, qui spolie et appauvrit à grande échelle le plus grand nombre. Ce conflit est profondément asymétrique : il est principalement mené par une oligarchie financière qui ne constitue qu'à peine 0,01% de

la population dans le monde. Les théâtres des opérations sont multiples et disséminés. En Europe, et plus particulièrement en Grèce, certaines zones urbaines ont été ravagées par la crise. Affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, chômage et précarité générale sont les stigmates de la croisade menée de front par la Commission Européenne, la Banque Centrale Européenne (BCE) et le Fonds Monétaire International (FMI).

Mais c'est en Afrique que les conséquences de cette guerre sans frontières sont les plus désastreuses. Les pays du continent paient au prix fort leur position de perdants : ils sont devenus la poubelle du monde développé et de ses déchets industriels. À lui seul, le secteur informatique y transporte chaque année des milliers de tonnes d'épaves. Le Ghana est aujourd'hui devenu une vaste décharge à ciel ouvert, où enfants et adolescents dépècent à longueur de journée de vieux ordinateurs pour en extraire les métaux. Exposés aux produits toxiques, leur survie est devenue une lutte quotidienne. Pendant ce temps, la pénurie alimentaire fait rage, provoquée par une spéculation effrénée[12]. Selon la FAO[13], plus de 900 millions de personnes souffraient de malnutrition en 2008. Pourtant, la production céréalière globale cette année-là aurait amplement suffit à subvenir aux besoins de l'ensemble de la population mondiale[14]. 25 000 personnes, dont 8600 enfants, meurent aujourd'hui encore chaque jour des conséquences de la famine[15].

Aux États-Unis, les subventions et les avantages divers dont ont bénéficié les banques[16] et les fonds

spéculatifs ont permis à ces derniers de siphonner en masse les ingénieurs, les informaticiens et les juristes qui auraient dû exercer leurs activités dans d'autres secteurs, essentiels à la population. Mais la rénovation des infrastructures, comme les voies ferrées et les aéroports, est secondaire aux yeux d'une minorité décisionnaire disposant d'hélicoptères et de jets privés. Il en va de même dans les secteurs de la santé ou de l'éducation, les établissements publics se dégradant, faute de moyens[17]. La maintenance des ponts, des canalisations et des barrages[18] laisse à désirer. Le secteur financier est à la manœuvre, et ne perd jamais de vue ses intérêts. Entre 1998 et 2008, il a dépensé 1,7 milliards de dollars pour financer les campagnes électorales de ses alliés et 3 autres milliards pour ses activités de lobbying[19]. Selon *Fortune Magazine*[20], *Wall Street* a également dépensé 2 milliards de dollars pour influencer les élections américaines de 2016 (présidentielles, sénatoriales et Chambre des représentants). Ces investissements ont été prudemment repartis puisque les campagnes républicaines et démocrates ont été équitablement arrosées, respectivement à hauteur de 55% et 45%. Les contributions des grandes banques Wells Fargo, Citibank et Goldman Sachs ont été chacune de l'ordre de 12 à 15 millions de dollars, et de 10 millions de dollars pour JPMorgan Chase, Bank of America et Morgan Stanley. Les fonds spéculatifs ne sont pas demeurés inactifs : Renaissance Technology a notamment versé 53 millions de dollars pour ces élections. Pour *Wall Street*, peu importe au fond qui du candidat démocrate ou

républicain aura été élu, tant que celui-ci le soutient dans la guerre qui l'oppose à *Main Street*.

La croissance fulgurante du secteur financier au cours des dernières décennies est devenue un danger pour l'économie et la société. En l'espace d'environ un demi-siècle, de 1950 à 2006, sa taille est passée de 2,8% du PIB des USA à 8,3%[21]. Cette évolution a accentué les déséquilibres économiques et sociaux, pour aboutir en 2008 à une crise dont les convulsions chroniques font aujourd'hui encore vaciller l'ensemble de nos sociétés[22].

Comment nous en sommes arrivés là

De 1814 à 1914, c'est-à-dire entre les guerres napoléoniennes et la Première Guerre mondiale, l'humanité a connu un siècle de développement social, économique, et scientifique sans précédent. Avec leurs 200 millions de morts[23] dus aux guerres et conflits, les 100 années qui ont suivi ont constitué une rupture. Le conflit mondial de 1914 a été suivi de la grande crise de 1929, dont la conséquence directe a été l'émergence de régimes dictatoriaux en Allemagne, en URSS, en Italie, en Espagne et au Japon. Leur montée en puissance a conduit à la Seconde Guerre mondiale, à la Shoah et aux camps d'extermination. La fin de la guerre a marqué, avec les bombardements américains sur Hiroshima et Nagasaki, l'entrée de l'humanité, ou de ce qu'il en restait, dans l'ère nucléaire et la guerre froide entre les USA et l'URSS. La période de reconstruction, dite des Trente

Glorieuses en France ou du miracle économique en Allemagne, a momentanément assuré une bulle de stabilité et de prospérité en Europe occidentale. La guerre du Vietnam et les chocs pétroliers des années 1970 ont constitué un nouveau tournant, suivi des élections de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher et la mise en œuvre de politiques économiques néo-libérales[24] qui se sont rapidement étendues à l'ensemble des nations occidentales. La chute du mur de Berlin a ouvert la brèche vers l'est : l'ex-URSS en a adopté les préceptes, tout comme ses ex-pays satellites et la Chine. L'intellectuel américain Francis Fukuyama a alors évoqué la « fin de l'histoire » : le libéralisme, allié à la démocratie, allait donner naissance à un nouveau jardin d'Eden d'équilibre et de paix, une fois ses principes adoptés au niveau international.

La manipulation et le contrôle de l'opinion publique

Notre société, dont l'économie financiarisée est le centre névralgique, est généralement considérée comme le stade ultime, et donc indépassable, du capitalisme. Mais la réalité est bien autre que celle d'un capitalisme nourricier, qui tel une corne d'abondance prodiguerait ses bienfaits, y compris démocratiques, à la terre entière. La situation actuelle fait en réalité écho à celle d'avant 1914, lorsque la civilisation occidentale était encore convaincue de sa suprématie, jusqu'à ce que survienne la Grande Guerre. Car à l'heure où la

tension dans la péninsule coréenne fait accroitre considérablement les risques de guerres mondiales, et qu'en raison – ou au prétexte – des événements ukrainiens, une nouvelle guerre froide s'est durablement installée en Europe, le déclin et la chute de la civilisation sont d'ores et déjà amorcés.

Un des signes avant-coureurs du désastre annoncé est l'existence du système de surveillance des communications électroniques et téléphoniques PRISM, dont Edward Snowden a révélé l'existence en 2014[25]. L'existence même de ce programme bafoue les principes les plus fondamentaux. Un état démocratique ne saurait être à l'origine d'un système permettant de lire les communications de ses citoyens, d'épier leurs faits et gestes, ou, demain, si la technologie le permet, de lire dans leurs pensées. Rappelons les termes de l'article 12 de la Déclaration universelle des droits de l'homme : « Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance ». La société dépeinte par Georges Orwell dans *1984* est en passe de devenir réalité. La technologie a rendu possible la matérialisation de nos cauchemars. La démocratie part en lambeaux, sous le coup des contrôles intensifs et à large échelle de la population. L'humanité mérite une autre fin pour sa propre histoire.

La manipulation de l'opinion publique par la peur est tous les jours un peu plus à l'œuvre. Hier, ce sont des monstres financiers présentés comme des champions nationaux qu'il a fallu à tout prix sauver de la faillite au risque d'une catastrophe irréversible. Ceux-là mêmes à

l'origine de produits financiers toxiques[26], qui ont profité d'une crise qu'ils ont largement contribué à créer, ont été renfloués avec des fonds publics au nom de la stabilité et de la prospérité économique. Avant-hier, c'était au nom de la civilisation, de la nation, de la démocratie et « pour en finir avec toutes les guerres » qu'il fallait faire la « der des der ». En réalité, les producteurs d'armements, Krupp en Allemagne et Schneider en France, avaient de puissants intérêts à défendre. Le risque de pertes financières colossales pour les banques américaines ayant prêté des fonds à l'Angleterre et à la France a également constitué l'un des facteurs de l'entrée en guerre des États-Unis en 1917.

Aujourd'hui comme hier et avant-hier, tous les sacrifices sont permis, y compris celui de la démocratie pour couvrir les banques contre les risques qu'elles ont pris. Martin du Gard, encore : « Jamais les forces du pouvoir n'ont imposé aux esprits une si totale abdication »[27].

Le pouvoir et les lobbies de l'oligarchie financière

S'il est un domaine dans lequel les principes démocratiques sont aujourd'hui particulièrement bafoués, c'est bien celui de l'économie. Quel que soit le résultat des urnes, une seule politique prévaut : celle de l'oligarchie financière. Cette dernière est à ce point convaincue de la supériorité et de la primauté de ses intérêts sur ceux de l'économie et de la société, présentées par ses lob-

bies comme une concomitance d'intérêts, qu'elle ne se donne même plus la peine d'en discuter le principe. Mais là n'est pas le pire. Le problème est que la plupart des responsables politiques en sont également convaincus, ou du moins font-ils semblant de l'être.

Cette caste financière détourne de l'économie réelle des montants gigantesques. Ces sommes circulent ensuite dans le monde parallèle de la finance casino, une sphère régie par des principes totalement contraires à la logique de l'entrepreneur dont elle se réclame, où les paris douteux sur les défauts ou faillites d'entreprises, de banques ou de pays prennent le pas sur les opérations financières inhérentes à l'économie. La caractéristique de ces opérations est qu'elles sont réalisées en se défaussant des risques sur le reste de la société. Pour les institutions financières dites « *too big to fail* », c'est-à-dire ayant atteint une taille critique et une certaine densité de connexions au sein du tissu économique et financier, c'est à l'État – et donc au contribuable – d'en assumer les risques et de payer la facture le cas échéant. Cette économie financiarisée fragilise à large échelle le tissu économique et social. Que font les responsables politiques pour remédier à cette situation et lutter contre les dérives d'une finance originellement conçue pour de tout autres objectifs? Ils ne manquent pas une occasion de se réunir. Aucune de leurs assemblées n'a cependant apporté de solutions aux problèmes fondamentaux. Le spectacle est pourtant bien réglé : tapis rouge, déclarations publiques suivies de négociations, photo de famille, conférences

de presse et auto-congratulations. Dans son introduction aux *Derniers jours de l'humanité,* rédigée au cœur de la Première Guerre mondiale, Karl Kraus faisait déjà allusion à « ces années durant lesquelles des personnages d'opérette ont joué la tragédie de l'humanité »[28]. Un siècle plus tard, rien n'a vraiment changé. Les gouvernants, incarnation de l'autorité de l'État, semblent désorientés et paraissent naviguer à vue. Ils ont pourtant un objectif commun : rassurer les marchés. Étonnamment, les solutions proposées se révèlent toujours très éphémères. Pour une raison simple : s'ingénier à satisfaire les marchés est à la fois vain et fondamentalement illusoire.

Le titre de ce livre peut surprendre. Parler de « crise permanente » à l'heure où les médias font état d'une reprise de la croissance semble en effet paradoxal. Étonnamment, aucun média n'a jusqu'à présent signalé le caractère artificiel de cette croissance. Or, elle repose principalement sur une explosion de la dette mondiale. Personne n'a évoqué non plus la déconnexion toujours plus importante entre la croissance et les performances des entreprises et de l'économie. Ou encore les injections permanentes et gigantesques des banques centrales dans le secteur financier afin de maintenir le fleuron bancaire à flot et d'en préserver les avantages, souvent au détriment des citoyens.

Ce livre présente un état des lieux objectif. Il décrit la financiarisation de l'économie et de la société à l'œuvre aujourd'hui, le rôle des grandes banques et des fonds spéculatifs ainsi que l'état d'esprit des croupiers de la finance et des mercenaires de la guerre financière, dont les pratiques nous touchent toutes et tous au quotidien, dans le monde entier.

Prendre conscience de la situation et du problème permet également d'élaborer des solutions. Elles existent et ce livre les identifie.

Marc Chesney est professeur à l'Université de Zurich après l'avoir été à HEC Paris, où il a aussi été doyen associé. Depuis de nombreuses années, il développe une analyse critique du secteur financier. Marc Chesney est membre de Finance Watch (www.finance-watch.org) et de Contrepoint (www.rat-kontrapunkt.ch).

9.90 €

ISBN 978-2-88915-247-6

9 782889 152476 >

quanto